

Servir



Femmes et enfants réfugiés – prévenir la violence, répondre aux besoins des rescapés

Dans ce numéro: *articles de Thaïlande, Malte,
Kenya, Ouganda et Guinée.*



Service Jésuite des Réfugiés

Reconstruire des vies!

Protéger femmes et enfants réfugiés

Lluís Magriñà SJ

La violence et le besoin de protection sont des thèmes omniprésents chez ceux qui sont forcés à fuir de chez eux. Un des principaux défis que le personnel JRS doit affronter est d'identifier enfants et femmes réfugiés qui souffrent ou pourraient souffrir de violence et de négligence. Les victimes souffrent souvent en silence sans chercher de secours. Toutefois, comme le JRS est en contact étroit avec des réfugiés au cours de son travail quotidien, nous reconnaissons régulièrement les signes de la violence et de l'exploitation.

Le personnel du JRS Thaïlande avait remarqué que Ah Wah venait souvent à l'école affamé. Ils est intervenu et Ah Wah a été ensuite arraché à une situation de mauvais traitements. Si le JRS n'avait pas agi, la situation aurait pu devenir tragique.

Pourtant, identifier les victimes d'actes de violence n'est pas toujours possible. Beaucoup craignent des représailles; d'autres trouvent difficile d'avoir confiance dans le personnel des ONG et de l'ONU. C'est exactement ce qui est arrivé à Aimee, victime de trafiquants tandis qu'elle fuyait son pays. Malheureusement, sa demande d'asile avait déjà été refusée quand elle a décidé de contacter Katrina Camilleri du JRS Malte. Si Katrina avait su à temps tous les détails de son cas, Aimee aurait pu obtenir le droit de rester à Malte.

C'est une situation similaire qu'a dû affronter Achuei dans le Nord du Kenya. Le JRS lui a trouvé un endroit pour vivre au Refuge Sûr où elle bénéficie d'une aide psychologique tout en continuant sa scolarité. Mais si le Refuge Sûr fermait avant que ne soit trouvé un foyer permanent pour elle, si possible dans un pays tiers, sa vie pourrait être mise en danger par son mari et sa famille.

Dessins d'enfants, camp de réfugiés de Mae Hong Son, Thaïlande



Il est certes important d'offrir soutien psychologique, éducation et possibilités d'emploi aux réfugiées qui ont fui des mauvais traitements; mais, trop souvent, même dans ces pays d'accueil, ces personnes ne sont pas en sécurité. Dans ce cas, il faut persuader des pays tiers de les réinstaller, comme dans le cas d'Emma en Ouganda. Maltraitée par un officier de la police ougandais, elle s'est réinstallée avec sa famille en Australie. Tandis qu'elles attendent cette aide, des personnes vulnérables victimes de violences ne devraient pas être soumises à un autre traumatisme: la détention.

Nous devons aussi aider les réfugiés à ne pas devenir des victimes. Dans cette édition, María Irizar du JRS Guinée se dit frustrée de voir l'UNHCR (organisme des Nations Unies pour les réfugiés) retirer des fonds destinés aux écoles secondaires sans consulter la population réfugiée. Ces jeunes réfugiées ne désiraient pas rentrer au pays et sont restées dans des circonstances où elles sont à risque élevé d'exploitation. L'éducation, la formation et le travail ouvrent des portes, mais s'ils sont refusés, la probabilité de la victimisation augmente.

Ces histoires vraies racontent les souffrances infligées à des réfugiés par

“...trop souvent, même dans ces pays d'accueil, ces personnes ne sont pas en sécurité.”

d'autres êtres humains. Elles minent notre foi et notre confiance en un Dieu miséricordieux et compatissant et, peut-être, dans la bonté de l'humanité. En même temps, l'expérience d'accompagner et de servir les réfugiés révèle la présence de Dieu, même dans les épisodes les plus tragiques. En compagnie de Jésus-Christ, le JRS est un signe effectif de l'amour de Dieu, et de la réconciliation entre les êtres humains.



Lluís Magriñà SJ, directeur international du JRS



L'éducation comme environnement protecteur

Comment l'école peut être plus qu'un lieu d'apprentissage

Kelle Marin Rivers

En quelque sorte, la vulnérabilité et le besoin de protection définissent l'expérience du réfugié. C'est la vulnérabilité et le besoin de protection qui poussent d'abord les gens à chercher refuge hors de chez eux. Et quelle que soit la raison de leur fuite, ce besoin de protection continue après. En donnant une éducation aux enfants, ainsi qu'aux adultes, nous équipons les réfugiés d'outils dont ils ont besoin pour mieux se protéger, eux-mêmes et d'autres personnes, des dangers intrinsèques aux populations vulnérables.

L'éducation ouvre certainement des portes: en exposant les gens à de nouvelles idées et en les aidant à prendre plus de décisions réfléchies. En outre, quand les individus font partie d'un système plus large, comme une école, ils sont visibles à plus de personnes. Une femme ou un enfant négligé ou maltraité seront remarqués par leur professeur.

“Quand Ah Wah a commencé à venir à l'école affamé, sale et avec des blessures ouvertes, son institutrice s'est inquiétée.”

Ce qui est arrivé à Ah Wah (ce n'est pas son vrai nom), un garçon de 9 ans qui vit dans un des camps de la frontière nord-ouest Thaïlande-Burma, près de la ville de Mae Hong Son, illustre parfaitement comment l'éducation sert à protéger les plus vulnérables. Ah Wah est un orphelin du SIDA et est lui-même positif VIH. Il participe actuellement à un programme scolaire spécial dans une des écoles primaires du camp. Techniquement, Ah Wah n'est pas ce qu'on appelle «un élève ayant des besoins spéciaux», mais il y a tellement de manque d'informations et de craintes concernant le VIH, que ce n'est que récemment qu'il a pu commencer l'école. S'il n'avait pas pu fréquenter ce cours spécial, il n'aurait sans doute pas pu aller à l'école du tout.

Quand Ah Wah a commencé à venir à l'école affamé, sale et avec des blessures ouvertes, son institutrice s'est inquiétée. Elle a voulu contrôler sa situation en lui rendant visite à la maison, où il vivait avec ses grands-parents. Elle découvrit ainsi que ses grands-parents ne lui donnaient pas les rations alimentaires spéciales fournies pour lui par une ONG. Elle s'est rendue compte que Ah Wah ne recevait pas les soins dont il avait besoin et que ses grands-

parents le maltraitaient verbalement, le qualifiant de «stupid» et «paresseux» même devant elle. Comme la situation ne s'améliorait pas, elle en discuta finalement avec des collègues. Les chefs du camp, le personnel enseignant et les ONG de soutien se sont réunis pour discuter de la situation de Ah Wah. Finalement, Ah Wah a été recueilli par une tante, très contente de l'avoir chez elle. Maintenant, il continue à fréquenter un cours spécial de l'école primaire et il est bien suivi à la maison et à l'école. C'est donc à travers l'école que Ah Wah a obtenu l'aide et la protection dont il avait désespérément besoin.

“L'éducation fait partie du cycle de protection.”

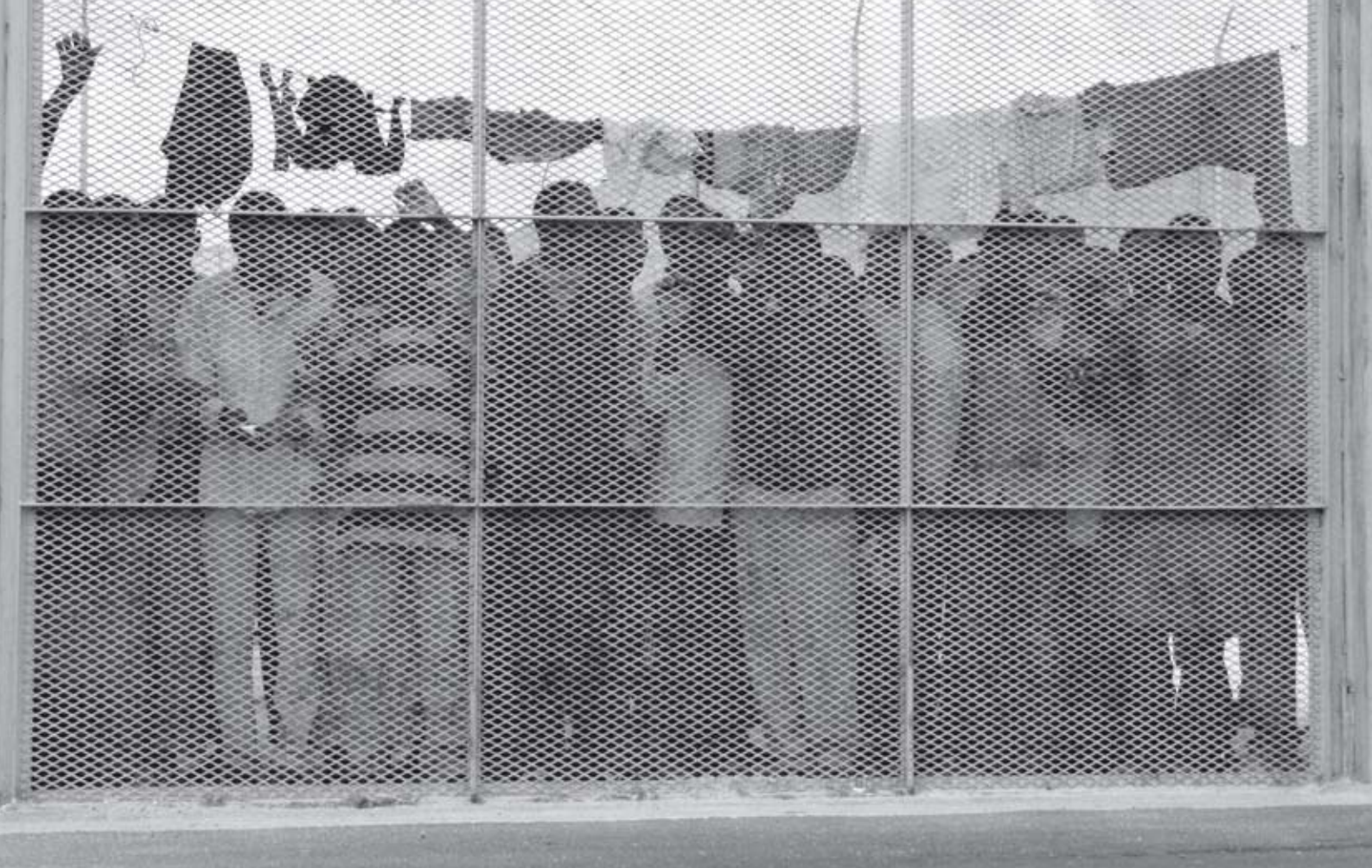
Évidemment, le besoin de protection ne concerne pas seulement les camps de réfugiés ou les personnes qui vivent avec eux. Cependant, le degré de vulnérabilité et le besoin de protection sont différents. L'éducation fait partie du cycle de protection. Elle unit les gens, les tient informés et impliqués dans quelque chose de positif.



Kelle Marin Rivers,
coordinatrice du programme
d'éducation, JRS Thaïlande

Salle de classe, camp de Mae Hong Son, Thaïlande





Centre de
détention pour
migrants irréguliers
et demandeurs
d'asile, Malte

À risque, même dans le centre de détention pour immigrés

Le système d'asile n'arrive pas à protéger les victimes de violence

Katrine Camilleri

J'ai rencontré Aimee (ce n'est pas son vrai nom) deux ou trois fois, dans un centre de détention de Malte: elle était toujours polie, mais très réservée. Aimee a grandi dans une famille appauvrie d'un pays en développement. À l'âge de 15 ans, elle a quitté sa famille et a commencé à chercher des moyens de se suffire à elle-même.

C'est à cette époque qu'elle a rencontré Jean qui s'occupait d'elle. Il planifiait de quitter le pays et demanda à Aimee de venir avec lui; il lui dit que son cousin «s'en sortait bien» en Italie et qu'il paierait le voyage. Leurrée par les promesses de «vie meilleure» et convaincue que Jean s'occupait sincèrement d'elle, elle quitta le pays avec lui.

Une fois arrivés en Libye, Jean commença à se plaindre de «n'avoir plus d'argent». Il dit

à Aimee que son cousin en Italie ne pouvait plus continuer à les aider, et donc qu'elle devrait «travailler» pour payer son voyage en Italie. Elle fut confiée à un homme qui gérait un bordel, où elle fut littéralement enfermée pendant des mois. Elle voyait souvent Jean – quand il venait encaisser son salaire. Il ne lui a jamais donné d'argent et si elle demandait quelque chose, il devenait furieux et violent.

«Je ne pouvais plus supporter cette vie, et au but de quelque temps, j'ai voulu m'échapper. Mais ils m'ont prise et ont averti Jean. Il est venu et m'a battue si fort que je ne tenais plus sur mes jambes et mon visage était défiguré. Après, je ne l'ai plus affronté... j'avais trop peur».

Après avoir passé environ un an en Libye, Jean arriva et lui dit qu'il leur avait trouvé

une place sur un bateau pour l'Italie. Elle sauta sur l'occasion: partir, espérer que les choses iraient mieux en Italie. Le voyage finit tragiquement. Ils dérivèrent pendant plusieurs jours avant d'être secourus et emmenés à Malte. Un grand nombre de personnes, y compris Jean, se noyèrent en mer.

"Il est venu et m'a battue si fort... Après, je ne l'ai plus affronté... j'avais trop peur."

Alors qu'Aimee pensait que le pire était passé, elle commença à recevoir des coups de téléphone menaçants de la part du cousin de Jean, en Italie; il avait retrouvé sa trace à Malte. Il disait qu'il avait payé pour elle, et qu'elle devait donc le rejoindre en Italie.

Un jour, des mois après notre première rencontre, elle m'appela pour que je l'aide. Elle m'expliqua qu'elle n'était pas du pays déclaré en remplissant sa demande d'asile. Je lui ai demandé pourquoi elle ne me le disait que maintenant. «Parce que je n'avais pas le choix» m'a-t-elle rétorqué. Les chefs (auto-désignés) du groupe avaient ordonné à tous de déclarer le même pays d'où ils avaient fui à cause de la guerre civile. Ils lui avaient aussi dit que si elle disait la vérité sur sa nationalité, elle serait déportée; de plus, sa déclaration compromettrait le reste du groupe. Refuser d'obéir n'était pas un choix; dans le centre de détention, personne ne la défendrait si les choses tournaient mal.

Au centre, les hommes et les femmes sont détenus ensemble dans un environnement fortement dominé par les hommes; les femmes sont donc plus vulnérables aux pressions et aux mauvais traitements, non seulement de la part d'individus (d'habitude les maris et les partenaires) mais aussi de la communauté dans son ensemble ou des chefs du groupe. Cela empêche inévitablement de protéger efficacement les détenues.

Au cours des années, un certain nombre de détenues ont été attaquées physiquement par d'autres détenus: violence familiale, mauvais traitements de la part de l'époux, et, dans un cas au moins, un groupe de femmes non accompagnées ont été brutalement battues par des détenus. Il s'agissait probablement d'une punition pour avoir enfreint des «rè-

gles du groupe» et s'être comportées de manière considérée comme inacceptable.

Malheureusement, les détenus sont extrêmement soupçonneux de tout le monde, même du personnel ONG; ils croient souvent que nous travaillons pour les autorités et que nous conspirons pour les renvoyer chez eux. Le cas d'Aimee, et ce pourquoi elle cachait la vérité sur elle-même, me pousse à me demander: est-elle une exception? Je suis certaine que non. Pour divers motifs, ces femmes choisissent de rester cachées. Si nous voulons affronter cette situation, la question que nous devons nous poser est: quoi faire et comment faire pour les aider?

"...les hommes et les femmes sont détenus ensemble..."

Le défi, pour Malte, est de trouver les moyens d'identifier les femmes qui sont victimes de trafic humain et de répondre aux besoins de protection, immédiats et à long terme, de cette catégorie de migrants particulièrement vulnérables. À court terme, il est absolument nécessaire d'améliorer drastiquement les dispositifs d'accueil des demandeurs d'asile, de façon à s'assurer que les plus vulnérables soient en mesure de parler et de demander d'être protégés. Il est aussi impératif de mettre en place des politiques et structures formelles qui protègent effectivement celles et ceux qui en ont besoin.



Katrine Camilleri,
directrice adjointe, JRS Malte

Centre de
détention pour
migrants irréguliers
et demandeurs
d'asile, Malte



Quand la réinstallation est la

C'est souvent un refuge sûr qu'il faut

Rebecca Horn

Achuei est une femme soudanaise de 26 ans. Elle a quitté le Soudan en 1992, après que sa maison ait été attaquée et qu'elle ait été séparée du reste de sa famille. Elle a été amenée au camp de réfugiés de Kakuma, dans le Nord du Kenya, où elle a commencé l'école primaire. Toutefois, en 1993 son père arriva du Soudan à Kakuma. Il lui interdit de continuer l'école et, l'année suivante, l'obligea, à l'âge de 14 ans, à se marier contre sa volonté. Quand elle refusa, le jeune homme l'enleva et la battit presque à mort; plus tard, il la viola devant un groupe de parents.

Achuei fut ramenée au Soudan, son premier enfant naquit en 1995 mais mourut en 1996. Achuei fuit à Kakuma en 1996 et y resta tranquillement jusqu'en 1998, quand son mari revint du Soudan et la kidnappa. Elle tomba à nouveau enceinte, et comme elle était très malade, un médecin l'aida à aller à Lokkichoggio, d'où elle rentra à Kakuma. En décembre 1998, sa fille naquit.

En deux autres occasions, son mari revint au camp pour les emmener, elle et l'enfant, mais dans les deux cas Achuei réussit à se cacher. Quand elle apprit, en 2005, qu'il était revenu et avait donné de l'argent à des parents pour la lui remettre, avec son enfant, elle courut au Bureau de la Fédération Mondiale Luthérienne (FLM). Elle expliqua la situation, et le personnel de ce Bureau l'envoya au Refuge Sûr du JRS. C'était en septembre 2005, et elle est là depuis lors.

Le cas d'Achuei illustre bien les nombreux problèmes liés à la violence sexuelle et au genre, à Kakuma. Bien qu'il y ait beaucoup de nationalités dans le camp (surtout des Soudanais mais aussi des Somaliens, Éthiopiens, Burundais, Rwandais, Congolais), les expériences vécues par celles qui viennent au Refuge Sûr sont similaires. Ce sont souvent des membres de la famille même de la femme qui causent l'insécurité. D'habitude, ils veulent enlever les femmes ou leurs

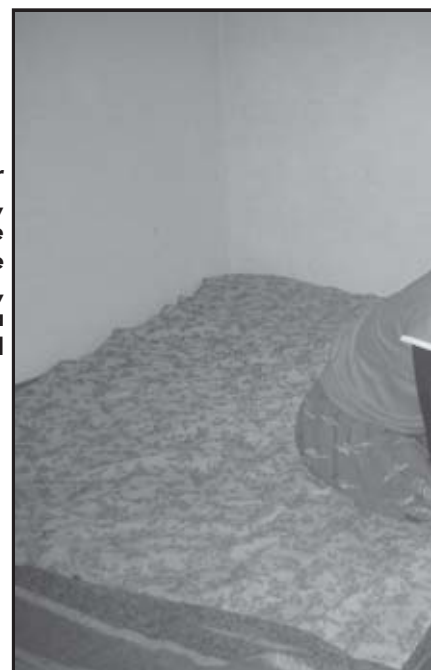
Refuge Sûr du JRS, camp de réfugiés de Kakuma, Kenya du Nord



enfants, les obliger à se marier, les agresser, même les tuer. Pour les Soudanais, la question de la dot est cruciale, les familles forcent souvent les jeunes filles très jeunes à se marier avec un homme qui peut payer une dot élevée.

Des organisations comme l'UNHCR (Organisation des Nations Unies pour les réfugiés) et le FLM ont des unités qui négocient avec les familles et les communautés pour protéger les femmes qui subissent ces mauvais traitements, mais, dans certains cas, il n'est pas possible d'arriver rapide-

Refuge Sûr du JRS, camp de réfugiés de Kakuma, Kenya du Nord



"Il lui interdit de continuer l'école et... l'obligea... à se marier sans son accord."

La seule solution à long terme



ment à un accord, ou d'assurer la sécurité de la personne. Dans ces cas, la femme et ses enfants peuvent s'adresser au Refuge Sûr du JRS en attendant qu'une solution soit trouvée.

Le Refuge Sûr (RS) offre une hospitalité sûre pour un maximum de 40 femmes et enfants. Elles ne sont pas seulement protégées, mais elles reçoivent aussi un soutien émotionnel et psychologique de la part du JRS, ainsi que les unes des autres. Quand elles quittent le RS elles ont plus de confiance en elles, sont plus fortes et pleines d'espoir.



Le plus difficile est de trouver des solutions durables pour ces femmes. Les réfugiés doivent quitter le Refuge Sûr dans les six semaines, mais dans de nombreux cas, comme celui d'Achuei, ce n'est pas possible. Achuei ne peut pas retourner dans sa communauté à Kakuma, parce que son mari pourrait l'enlever, elle et/ou son enfant.

Bien que les réfugiés soudanais soient maintenant encouragés à rentrer chez eux, il y en a beaucoup, comme Achuei, qui auraient dans ce cas leur sécurité menacée. La fin de la guerre ne veut pas dire vivre en paix. Et il y a de bonnes raisons de croire que ces femmes continueraient à être maltraitées, violées et agressées si elle rentraient au Soudan où leurs familles ou la famille de leurs maris pourraient facilement les trouver.

Achuei a dit que, récemment, un ami de son mari est venu la voir au Refuge Sûr, et lui a offert une grosse somme d'argent si elle acceptait de retourner au Soudan. Il lui a fait remarquer qu'elle n'avait pas d'argent, que le JRS ne serait pas là éternellement; donc, elle pourrait rentrer avec lui au Soudan où elle aurait beaucoup d'argent. Mais elle a refusé: "Si j'allais au Soudan, je serais tuée, et ma fille enlevée" dit-elle.

Quand il n'est pas possible de vivre en sécurité dans un camp pour réfugiés, et qu'il n'y a aucune chance de rentrer à la maison en sécurité, il faut prendre en considération un pays tiers. Réinstaller des gens dans des pays occidentaux pose certes des problèmes, mais dans des cas comme Achuei, il est difficile de trouver une autre solution.



Rebecca Horn,
coordinatrice des activités
de counselling, camp de
réfugiés de Kakuma

*"Si j'allais
au Soudan,
je serais tuée,
et ma fille
enlevée..."*

Femme et
enfants
réfugiés
somaliens,
Kampala,
Ouganda



Unir les forces pour protéger les femmes

Une seule organisation ne peut pas tout procurer

Janet Otte

Recom mencer sa vie dans un pays étranger n'est jamais facile; les femmes et les jeunes filles réfugiées qui arrivent à Kampala pour la première fois comme demandeurs d'asile relatent souvent des histoires choquantes de viols, exploitations sexuelles et mariages forcés avant et après leur fuite. Les violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG) ont traumatisé beaucoup de femmes, qui vivent dans la terreur du VIH. Les stigmates culturels et communautaires liés à la violence sexuelle exacerbent cela; beaucoup de femmes se sentent isolées et refusent la terrible réalité.

Bien que le JRS Kampala ne procure aucun service direct aux victimes de violence sexuelle, il peut jouer un rôle crucial dans la protection de ces personnes en travaillant avec d'autres pourvoyeurs de services. À Kampala, le personnel du JRS s'est souvent rendu compte des problèmes de ces femmes et jeunes filles quand celles-ci cherchaient une aide légale, financière, scolaire.

En cas de besoin de services spécialisés, le JRS peut occasionnellement offrir une aide financière. Le personnel du JRS peut surtout se référer à des pourvoyeurs de services pouvant aider ces femmes et jeunes filles à trouver une solution durable à leurs problèmes.

Emma (ce n'est pas son vrai nom) est arrivée à Kampala seule avec ses sept enfants. Elle avait été séparée de son mari au cours de la fuite de la République Démocratique du Congo. Elle a ensuite rencontré un policier qui a offert de s'occuper d'elle en échange de rapports sexuels. Par désespoir, elle a accepté l'offre. Cette situation s'est compliquée lorsque, un an plus tard, son mari est arrivé. Elle a essayé d'expliquer au policier que, comme son mari était revenu, leur relation devait cesser, mais le policier est devenu inflexible et a commencé à la menacer. Emma ne savait pas quoi faire, elle craignait pour sa vie et sa famille, et, pire encore, elle n'osait rien dire à son mari, par crainte

d'être rejetée. C'est ainsi qu'Emma arriva au JRS en larmes et craignant le pire.

Le JRS lui offrit un soutien légal et psychosocial de base; ensuite, grâce à son réseau avec le «Hope Counselling Centre», qui est spécialisé en viol, le JRS lui a assuré un service de conseil psychologique. Plus tard, elle réussit à raconter la vérité à son mari: si pénible et choquante qu'elle soit, aidé par le service conseil, il comprit. Le JRS a par la suite aidé la famille à trouver un endroit sûr pour vivre, loin du policier. Finalement, grâce encore au réseau du «Projet légal pour Réfugiés», nous avons réussi à trouver une solution durable pour Emma et sa famille, en Australie, à la fin de 2005.

“Cette situation s'est compliquée lorsque, un an plus tard, son mari est arrivé.”

Leila (ce n'est pas son vrai nom) est une jeune fille somalienne de 16 ans, victime de violence sexuelle. Elle a été violée à l'âge de 13 ans et a eu un bébé. Elle s'occupe seule de l'enfant en Somalie malgré le stigmate social attribué par sa communauté aux mères célibataires et aux victimes de viol. Ses problèmes ont été aggravés par la guerre: Leila fut séparée de son enfant et kidnappée par un groupe armé. N'étant plus capable de répondre à leurs exigences sexuelles et de travail, elle fut relâchée. Elle réussit à atteindre Kampala à travers le Kenya sur un camion, où elle vécut dans la rue.

Le JRS a trouvé un logement pour Leila à Agape (une maison paroissiale) où elle a vécu pendant huit mois. Le JRS l'a suivie de près, lui offrant tout le soutien psychosocial possible; enfin, quand elle fut prête pour cela, à travers les arts créatifs, commença le long processus de soutien et on a pu noter des signes de guérison. Elle fréquenta ensuite l'école d'anglais du JRS pour l'aider à développer ses capacités sociales et continuer le processus de guérison. Il a été difficile de trouver une solution durable aux problèmes de Leila, parce qu'elle n'avait pas le statut de réfugiée. Par la suite, avec l'aide de l'UNHCR, elle a rejoint une installation pour réfugiés en Ouganda Occidental en tant que demandeur d'asile.

Au début de cette année, Leila nous a rendu visite. Cela nous a fait plaisir d'apprendre qu'elle fait maintenant des études dans l'installation; elle vit à l'intérieur du secteur du chef de la communauté somalienne, qui la soutient; le GTZ (l'agence d'aide de l'État allemand) lui a construit une maison. C'est encore plus encourageant de savoir qu'elle a obtenu le statut de réfugiée. Leila a appris à vivre avec sa peine, elle n'est plus prisonnière du passé, elle se sent en sécurité dans l'installation.

Les femmes et les jeunes filles victimes de violence basée sur le genre ont beaucoup de besoins. Le JRS offre la scolarité et une aide psychosociale et légale. Nous devons coordonner notre travail avec d'autres ONG et des organismes d'État pour identifier et offrir des solutions alternatives à ces femmes et jeunes filles à risque de violence. Ce n'est qu'ensemble, avec la juste formation et les ressources nécessaires, que nous pouvons trouver des solutions durables pour que ces femmes cessent de souffrir en silence, ne sachant pas quoi faire ni en qui avoir confiance.



Janet Otte, Programme Urbain de Kampala, JRS Ouganda



Réfugié urbain de Kampala, Ouganda

TEACHING SCHEDULE

J.
R.
S.V.T.C

	MONDAY	TUESDAY	WED.	THURSD.	FRIDAY	
7H - 8H	MATERIALS FROM W-H		STAFF	MATERIALS FROM W-H		MORNING SECTION.
8H - 9H	ACTIVE CLASS		MEETING	ACTIVE CLASS		
9H - 10H						
10H - 11H						
11H - 11H45						
11H45 - 12H45	LUNCH		ACTIVITIES SCH/CULT.	LUNCH		
12H45 - 13H	MATERIALS FROM W-H			ACTIVE CLASS.	MATERIALS FROM W-H	AFTERNOON SECTION.
13H - 14H	ACTIVE CLASS					
14H - 15H						
15H - 16H						
16H - 16H30			YOUTH / WOMEN MEETING			
16H30 - 17H	DAY OFF	OFF		DAY OFF	OFF	

Cours de formation professionnelle, camp de réfugiés de Lainé, Guinée

L'éducation, un outil de protection essentiel

Les conséquences de n'avoir pas consulté les réfugiés

María Irizar CCV

La plupart des cultures, si ce n'est toutes, considèrent l'éducation comme un outil pour développer les talents de chacun. Encore plus dans un camp de réfugiés réunissant des personnes qui ont fui des guerres, des désastres naturels et d'autres situations qui engendrent de profondes souffrances et des traumatismes. Dans cet environnement, la scolarité, surtout formelle, donne aux gens de meilleures possibilités de subvenir dignement à leurs besoins et à ceux de leur famille.

À Lainé, un camp de réfugiés du Libéria situé en Guinée, plus de la moitié de la population, environ 16.000 personnes, a moins de 18 ans. En mai de l'an dernier, la com-

munauté du camp a appris par l'UNHCR (Organisation des Nations Unies pour les réfugiés) que les écoles secondaires fermeraient parce que les donateurs internationaux avaient décidé de réduire leur aide aux Libériens en Guinée et d'attribuer des fonds à la reconstruction même du Libéria. Ils espéraient que les Libériens rentreraient chez eux et que les élèves commenceraient l'année scolaire dans leur pays.

Si les donateurs ont de valides motivations pour encourager le rapatriement des réfugiés au Libéria, cette décision a été toutefois prise sans consulter les réfugiés ni les faire participer à ce processus. Beaucoup ont ressenti cette décision comme étant

prématurée et ont plusieurs fois demandé de la réexaminer. À cette époque, les premières élections démocratiques avaient lieu au Libéria et, même si la situation était considérée comme sûre, beaucoup de réfugiés estimaient qu'un retour serait dangereux. Étant donné leur expérience de 15 années d'exil et leurs multiples fuites du pays, beaucoup de réfugiés préféraient attendre quelques mois en observant le cours des événements. De plus, peu d'écoles libériennes pouvaient vraiment recevoir des rapatriés, et peu d'entre eux pouvaient payer la scolarité et le matériel scolaire.

La décision de fermer les écoles a été maintenue, mais peu de réfugiés de Lainé sont rentrés chez eux. Les réfugiés ont organisé eux-mêmes des activités scolaires, hors des camps. Beaucoup de familles ont fait l'effort d'assurer une scolarité à leurs enfants dans ces écoles.

Nous nous rendons compte que des jeunes filles ont recouru à de regrettables moyens d'obtenir de l'argent pour payer leur scolarité, faire partie du système, être comme leurs camarades, acheter des uniformes et du matériel, payer les frais de scolarité qui sont assez élevés, ici, par rapport au revenu. Que vous appeliez cela prostitution ou échange de rapports sexuels contre des biens matériels, c'est la même chose: le point est que, suite à la pauvreté et au manque d'occasions favorables, des jeunes femmes doivent affronter l'avenir avec ce fléau social qui s'étend aux coins les plus reculés de la terre.

En plus de la fermeture des écoles secondaires, l'UNHCR a annoncé en avril la fermeture, le 31 mai (avant la fin de l'année scolaire), des écoles primaires, qui suivent les programmes libériens où l'enseignement se fait en anglais. À la rentrée, les enfants des familles qui ne désirent pas rentrer au pays devront suivre les cours du système éducatif guinéen, en français, contrairement au système libérien des cours donnés au camp, en langue anglaise.

Sans aucun doute, l'UNHCR doit encourager le rapatriement, c'est-à-dire la «solution durable» la plus souhaitable pour les réfugiés. Cependant, étant donné qu'un minimum de 15.000 personnes resteront dans le camp de Lainé jusqu'à la fin de la saison des pluies,

en octobre, la décision de refuser aux enfants du camp une scolarité primaire décente est malencontreuse. Cela aurait plus de sens de fermer des classes selon le taux de rapatriement; au moins jusqu'à une nette réduction du nombre de réfugiés.

Les difficultés que les réfugiés rencontrent pour accéder à leurs droits fondamentaux, comme l'éducation, ont de sérieuses conséquences sur leur bien-être et peuvent souvent faire courir aux jeunes filles et aux jeunes femmes le risque d'exploitation. Le manque de solutions alternatives force les réfugiés vulnérables à prendre des mesures désespérées qu'ils éviteraient si cela était possible. Des décisions importantes, comme la fermeture d'écoles, ne devraient être prises qu'après avoir consulté la communauté. Pour comprendre les besoins de la population réfugiée, il est essentiel que les réfugiés et les ONG qui travaillent avec eux soient inclus dans le projet et la mise en œuvre des programmes développés pour la protection et l'assistance aux réfugiés.

Seuls les efforts unis de tous ceux qui sont impliqués porteront à des changements structurels permettant de respecter tous les droits de l'homme fondamentaux: nourriture, eau, abri, justice, éducation, une vie digne. Sans cela, nous continuerons à écrire des articles comme celui-ci, dans lesquels nous répétons les mêmes histoires, les mêmes arguments et les mêmes réflexions, mais sans être capables d'assurer que ceux qui se battent pour un présent et un futur meilleurs ne soient la proie des dangers qu'ils veulent fuir: la faim, toute forme de violence, la maladie, la guerre, la souffrance.



María Irizar CCV,
directrice du JRS Guinée

Machine
Braille pour
étudiants avec
handicap,
camp de
réfugiés de
Lainé, Guinée



Comment aider une personne

La mission du JRS est d'accompagner, de servir et de défendre les droits des réfugiés et des personnes déplacées de force, et plus particulièrement celles qui sont oubliées et qui n'attirent pas l'attention internationale. Nous agissons par le biais de nos projets qui se trouvent dans plus de 50 pays et qui se concentrent sur l'éducation, la santé, le travail pastoral, les formations, les activités qui génèrent des revenus et d'autres services qui sont offerts aux réfugiés.

Le JRS s'appuie principalement sur les dons de particuliers ainsi que sur le soutien financier d'agences de développement et d'agences dépendant de l'Église.

Voici quelques exemples d'utilisation des fonds:

• Aider un réfugié pendant un an dans la zone urbaine de Kampala, Ouganda

\$22 USA

• S'occuper pendant un an de l'éducation d'un enfant dans le camp de Lainé, Guinée

\$40 USA

• Plaider pendant un an au nom d'un réfugié du camp de Kakuma, Kenya

\$45 USA

• S'occuper pendant un an de l'éducation d'un enfant en Thaïlande

\$55 USA

• S'occuper pendant un an de l'éducation d'un enfant en Côte d'Ivoire

\$140 USA

• Procurer une gamme de services sociaux à un réfugié d'Addis Ababa, Ethiopie, pendant un an

\$500 USA

Servir est publié trois fois par an – mars, septembre et décembre – par le Jesuit Refugee Service, institué par le père Pedro Arrupe SJ en 1980.

Le JRS, une organisation catholique internationale, accompagne, sert et plaide la cause des réfugiés et des déplacés.

Éditeur: Lluís Magriñà SJ

Rédacteur: James Stapleton

Production: Stefano Maero

Aide Production:
Sara Pettinella

Servir est disponible gratuitement en français, en anglais, en espagnol et en italien.

email: servir@jrs.net

adresse: Jesuit Refugee Service
C.P. 6139
00195 Roma Prati
ITALIE

tél: +39 06 6897 7386

fax: +39 06 6880 6418

Dispatches est une publication bimensuelle envoyée par email, contenant des nouvelles du JRS, des réflexions spirituelles, des informations sur le recrutement; elle est disponible gratuitement en français, en anglais, en espagnol et en italien.

Pour s'abonner à *Dispatches*:
<http://www.jrs.net/lists/manage.php>

Photo de couverture:

Camp de réfugiés de Lainé, Guinée.
Photo de Mark Harrington/JRS.

Crédits photos:

JRS Thaïlande (pages 2 en haut, 3);
Malta Today (pages 4, 5);
Rebecca Horn/JRS (pages 6, 7);
Stephen Kuteesa/JRS (page 8);
JRS Ouganda (page 9);
Mark Harrington/JRS (pages 10, 11);
Mark Raper SJ/JRS (page 12).

SOUTENEZ NOTRE TRAVAIL AUPRÈS DES RÉFUGIÉS

Ce sont vos dons qui nous permettent de soutenir les réfugiés et les demandeurs d'asile dans plus de cinquante pays. Si vous souhaitez faire un don, merci de bien vouloir remplir le coupon ci-joint et de l'envoyer au Bureau International du JRS. (Chèques au nom du Jesuit Refugee Service)

Je désire soutenir le travail du JRS

Don ci-joint de

Chèque ci-joint

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Ville: _____ Code Postal: _____

Pays: _____

Téléphone: _____ Fax: _____

Email: _____

Pour les transferts bancaires à l'ordre du JRS

Banque: Banca Popolare di Sondrio, Roma (Italie), Ag. 12
ABI: 05696 – CAB: 03212 – SWIFT: POSOIT22

Intitulé du compte: JRS

Numéro du compte:

- pour les Euros: 3410/05
IBAN: IT 86 Y 05696 03212 000003410X05
- pour les dollars américains: VAR 3410/05
IBAN: IT 97 O 05696 03212 VARUS0003410


www.jrs.net